

# **Compte rendu de la séance du conseil municipal du 26 février 2021 à la salle des fêtes de La Porcherie.**

*Séance à huis-clos*

La séance est ouverte à 18hres en présence de Michel Mouret, Jean-Baptiste Bertrand, Geneviève Gutteridge, David Laurent, Gérard Guillon, Laure Chassagne, Vincent Vendramini, Marie-Odile Malochet, Daniel Monteil, Michel Ajuste, Hervé Dubois, Christiane Pauzet.

Absents : Mickael Moison, Edith Navas procuration donnée à Michel Mouret.

Secrétaire de séance : Laure Chassagne.

1<sup>er</sup> point de l'ordre du jour : approbation du PV de la séance du 18 novembre 2020. Approuvé à l'unanimité.

2<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : approbation du compte de gestion du BP m14 de l'année 2020.

Le CDG est approuvé à l'unanimité par l'assemblée.

3<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : vote du compte administratif M14 de l'année 2020.

Le CA est présenté par le maire par chapitre, puis par article ; après avoir entendu le rapport de Michel Mouret sur le compte administratif, la présidence est tenue par le doyen d'âge, Michel Ajuste qui demande à l'assemblée de se prononcer. Le compte administratif est validé par le conseil municipal à l'unanimité.

4<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : approbation du compte de gestion du BP M49 de l'année 2020.

Le CDG est approuvé à l'unanimité par l'assemblée.

5<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : vote du compte administratif M49 de l'année 2020.

Le CA est présenté par le maire par chapitre, puis par article ; après avoir entendu le rapport de Michel Mouret sur le compte administratif, la présidence est tenue par le doyen d'âge, Michel Ajuste qui demande à l'assemblée de se prononcer. Le compte administratif M49 est validé par le conseil municipal à l'unanimité.

6<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : mise en place de l'IHTS (indemnité horaire pour travaux supplémentaires).

Le maire informe l'assemblée : les agents du service technique peuvent-être amenés à réaliser des heures supplémentaires en fonction des besoins de la collectivité ; déneigement, obsèques dans le cadre de la compétence funéraire etc. Il est nécessaire que le conseil se prononce sur la mise en place de cette indemnité.

A l'unanimité, l'assemblée accepte la mise en place de l'IHTS pour le service technique.

7<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : décision de transfert de la compétence PLU à l'intercommunalité.

*Cette délibération annule et remplace la délibération n°2020/41 du 18 novembre 2020.*

Le Maire informe l'assemblée : la compétence PLU peut être transférée à la communauté de communes Briance-Sud Haute-Vienne et deviendrait ainsi un PLUI (plan Local d'urbanisme

intercommunal). Il est à noter qu'une fois cette compétence transférée il ne sera plus possible de la restituer à la commune.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, l'assemblée décide de conserver la compétence PLU au profit de la commune.

8<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : mise en œuvre de la clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi dans les marchés de la collectivité.

Le maire informe le conseil municipal : dans le cadre de la politique de cohésion sociale et d'une politique de développement durable, la commune de La Porcherie entend faire en sorte que, dans le respect du Code des Marchés Publics, la commande publique puisse favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

C'est pourquoi en application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, la commune de La Porcherie fixera dans le cahier des charges des marchés publics de certaines opérations, ces conditions d'exécution sur quelques parties de travaux permettant de promouvoir l'emploi des personnes en difficulté.

La commune sollicite l'appui de la cellule d'ingénierie « clause sociale d'insertion » du Conseil Départemental.

Le maire demande à l'assemblée de se prononcer sur le principe de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs évoqués ci-dessus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE de donner une suite favorable à cette démarche.

9<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Convention d'action spécifique avec le SEHV -Service ESP87

Le maire informe l'assemblée : vu la délibération du Conseil en date du 16/03/2012, par laquelle notre commune a décidé d'adhérer au service « Energies Service Public 87 » (ESP87) du SEHV, vu la délibération en date du 16/11/2010 du SEHV précisant les modalités d'intervention et de financement des études énergétiques pour les collectivités adhérentes au service ESP87 ; Considérant que dans le cadre de cette adhésion notre commune a pu bénéficier d'un bilan énergétique du patrimoine de notre collectivité, je vous propose au vu des actions présentées d'approfondir ce dossier en mandatant le service ESP87 pour la réalisation d'une étude supplémentaire concernant l'ancienne poste. Il s'agit notamment de disposer d'un diagnostic énergétique de ce bâtiment, cette étude permettra d'évaluer la faisabilité technique, économique, financière et environnementale du projet.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le conseil municipal autorise le maire à faire réaliser cette étude avec la coopération du SEHV pour la maîtrise d'ouvrage.

Pas de questions diverses, la séance est levée à 20h10.